



Photo DR

« L'avenir de l'Afrique appartient aux Africains »

PAR YVES DELAFON ADMINISTRATEUR DE LA BANQUE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

C'est à la mer que nous devons les grandes transformations du monde. Elle est le vecteur des plus glorieuses conquêtes, autant que des pires défaites, des plus grandes épidémies, comme du rayonnement du génie humain. Route ou mur, elle est ce qu'en font ses riverains. C'est par elle, pour autant que les hommes aient imaginé des capacités d'accueil terrestres des navires qu'elle porte, que s'établit la première et indispensable base du développement économique autant qu'humain. Avec 27 000 km de côtes, et plus de 90% de ses échanges dépendant du maritime, la respiration du continent africain est rythmée par ses infrastructures portuaires, et son avenir inscrit dans les stratégies qui seront mises en œuvre pour garantir, à la fois la sécurité des eaux, l'accueil des navires, le traitement des marchandises et une irrigation fluide des hinterlands. C'est tout le sujet de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans (AIM 2050) et, pour partie, du sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, à Lomé, le 15 octobre 2016. Les politiques maritimes sont un levier majeur des stratégies de développement. Leur élaboration, comme leurs succès, obéissent aux mêmes principes de réappropriation par les bénéficiaires, de vision globale, d'approches collaboratives.

DES STRATÉGIES ENDOGÈNES

Après le temps d'une gestion essentiellement guidée par des acteurs extérieurs, les conditions d'une réappropriation des outils, des objectifs, comme des financements de l'émergence, semblent, et doivent, se mettre en place. Des décennies de politiques de coopération et d'aide au développement, aussi ambitieuses que décevantes, ont montré leurs limites. La fin des idéologies politiques, comme économiques, ouvre la voie à des réflexions prag-

“ Les collaborations régionales, comme l'UEMOA ou la CEMAC, doivent être privilégiées à des coopérations continentales illusoires ”

matiques, accélérées par les nouvelles technologies de l'information et portées par des élites décomplexées inscrivant leurs pensées dans des logiques endogènes et une vision globale. Le Plan Sénégal émergent, comme le Programme national de développement de la Côte d'Ivoire, sont des exemples remarquables d'appréhension d'un développement qui ne peut plus être sous-traité à des « spécialistes » extérieurs. Et c'est le sens du « L'avenir de l'Afrique appartient aux Africains » du président Obama à Accra en juillet 2009.

DES STRATÉGIES INCLUSIVES

À défaut d'infrastructures routières et ferroviaires connectées, d'une logistique profonde et diversifiée, un port tend à ne servir que les intérêts de quelques négociants de la zone urbaine limitée qu'il approvisionne, et limite son rôle à la seule exportation de matières premières à valeur plus ou moins ajoutée. L'absence de relais, fiables et compétitifs, au-delà des services maritimes, interdit une véritable irrigation économique et renchérit la moindre prestation induite. C'est ainsi que de faibles capacités de stockage interdisent les économies d'échelle et entraînent des pertes considérables (en particulier en matière frigorifique). Ou que des procédures lourdes de sortie, alliées à des conditions de transport déplorables, génèrent des frais

de post-acheminement inacceptables (pour un chargement et une prestation identiques, Abidjan est 3 fois plus cher que Montréal ou Fort-de-France !). L'évaluation de l'efficacité, comme de l'utilité d'infrastructures portuaires, ne peut se limiter à l'appréciation du niveau des investissements, ou de la qualité de leur gestion. Elle doit s'entendre en fonction de leur capacité de connexions et d'interactions fluides à un environnement économique et social spécifique. À défaut, nous retrouverons ces éléphants blancs qui ont fait le mal-développement africain du XX^e siècle.

DES STRATÉGIES COLLABORATIVES

La relance hésitante du projet de « Stratégie africaine pour les mers et les océans » imaginée par l'Union africaine, comme le vœu récurrent de création d'une compagnie maritime ouest africaine (Sealink - CEDEAO), sont significatives des limites actuelles des collaborations interétatiques africaines. Ces dernières sont pourtant indispensables en termes de régulation, de standardisation, d'efficacité et de sécurité, donc de compétitivité. Elles sont également impératives compte tenu, autant de la nécessaire mutualisation des moyens financiers propres des États, que de la taille des marchés nationaux. Il faut, en effet, rappeler que le PIB du Continent, comme le volume de ses échanges, est estimé à 2% des données équivalentes mondiales, et moins de 1% pour la CEDEAO seule. La diversité, comme l'hété-

rogénéité profonde de l'Afrique interdisant une approche globale, les collaborations régionales, comme l'UEMOA ou la CEMAC, doivent être privilégiées à des coopérations continentales illusoires.

RÉINVENTER L'AVENIR

C'est sur des associations fortes et des souverainetés partagées que peut se fonder la crédibilité indispensable à la nécessaire mobilisation des investissements extérieurs. Donnant ainsi raison au fondateur de Cathay Capital, Ming-Po Cai, qui rappelait lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence en juin dernier, que « la puissance de demain est coopérative ».

Pour confirmer sa vocation à devenir un nouveau moteur de la croissance mondiale, le Continent, à l'initiative de quelques régions et pays leaders, doit réinventer son avenir. Cela suppose une nécessaire remise en cause d'habitudes et de réflexes politiques et culturels. En particulier la reconnaissance de la nécessité d'innover. Une innovation non seulement technologique, déjà extraordinairement accélérée par le numérique, mais aussi et surtout une nouvelle aptitude de projection à long terme, libérée du conservatisme culturel, de l'asservissement au poids du passé. L'innovation libérée et disruptive est certainement une des clés de l'émergence. En se souvenant que tout marin sait que le danger, comme le salut, se trouvent essentiellement à la frontière de la terre et des eaux. ■

“ Pour confirmer sa vocation à devenir un nouveau moteur de la croissance mondiale, le Continent, à l'initiative de quelques régions et pays leaders, doit réinventer son avenir ”